



Paris, le 18 octobre 2011

Communiqué

Razzy HAMMADI, Secrétaire national aux Services publics

Budget 2012 : le gouvernement amplifie sa guerre contre les services publics

Pour la première fois, l'an prochain, plus de la moitié des postes de fonctionnaires partant en retraite disparaîtront purement et simplement. La loi de finances pour 2012 prévoit ainsi que 55% des départs en retraite au sein de la fonction publique, 30 401 postes au total, ne seront pas remplacés.

Ces choix sont d'autant plus dangereux que la situation est grave dans de nombreux services publics. Enseignants, policiers, monde judiciaire, personnels hospitaliers, agents de Pôle emploi prennent de plus en plus souvent la parole pour décrire la dégradation du service rendu et la pression accrue sur les agents.

Cette politique est dangereuse et inefficace. Elle ne permet que de maigres gains financiers au détriment de la majorité d'entre nous. La sécurité, la santé ou l'éducation des Français sont compromises.

Le Parti socialiste demande l'arrêt immédiat de la RGPP et l'abandon du principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Il est temps d'affirmer clairement que les services publics sont un atout pour l'avenir de la France et un pilier indispensable pour notre croissance et notre compétitivité.